

Relevé des interventions des membres du CN des 30 et 31 janvier 2020

Nous publions les interventions qui ont été rendues à ce jour, soit sous forme de résumés, soit intégrales.

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Jeudi (après-midi)

01 Jean-Marc Durand – Drôme

Avec le mouvement contre la retraite Macron nous connaissons un temps d'action revendicative inédit. C'est un événement exceptionnel de par son ampleur et son enracinement parmi la diversité des couches salariées de la population. Le rejet massif qui demeure en atteste tout comme le soutien tout aussi massif aux actions même si la participation active aux grèves et aux manifestations ne traduit pas ce soutien. Il serait dommage et dommageable de sous-estimer cette situation. Cela le serait surtout de la part et pour notre parti. Car le mouvement des retraites ne tombe pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il vient après le mouvement des gilets jaunes qui a duré un an et qui n'est d'ailleurs pas totalement éteint. Cela renvoie à divers éléments à propos desquels en tant que parti communiste nous avons une vraie responsabilité. Tout d'abord il nous faut apprécier à leur juste valeur ce que nous disent ces mouvements. D'une part ils traduisent un mal vivre très important, un refus profond des politiques néolibérales et des réformes antisociales de ces dernières années. De l'autre ils en appellent à des solutions radicales et réalistes montrant à la fois qu'il est possible de régler tout de suite un certain nombre de questions urgentes et d'engager un processus permettant d'en finir avec un système qui détruit tout ce qu'il y a de vivant, de sain et de créatif sur cette planète. De ce point de vue nous avons à nous demander pourquoi l'extériorisation des aspirations populaires n'est pas au niveau du rejet de ce modèle ? Nous sommes là, à la fois face à une urgence mais aussi au temps long de l'action politique et revendicative. Tout d'abord nous devons interroger nos propres pratiques. A avoir voulu être un parti comme les autres nous avons délaissé le terrain de la lutte, le militantisme de terrain et d'action au profit de jeux politiques institutionnels, électoralistes et de sommet. Et cela nous le payons. C'est toute une culture qui s'est ainsi installée parmi notre peuple depuis des années conduisant au désapprentissage de la lutte de classe et de masse. Et bien évidemment cela a des conséquences sur le contenu de l'action syndicale, du syndicalisme lui-même, donc sur ses objectifs revendicatifs et d'action. Car dans le même temps cette attitude s'est accompagnée d'une mise en sourdine de nos propres propositions, de notre projet contribuant ainsi à alimenter le manque de repères alternatifs et donc le manque de perspective politique. Car la perspective politique ce n'est pas que le rassemblement d'organisations à gauche qui la construit et la donne à voir. Bien sûr que l'union à gauche est nécessaire mais la question c'est comment la réalisons-nous ? L'appel commun sur retraites fait partie de cette recherche de construction commune mais attention à ce qu'elle ne se referme pas sur nous, avec le danger de nous rendre co-auteurs de propositions ambiguës comme le travail des seniors renvoyant d'une certaine manière à l'âge d'équilibre ? Ou alors construisons-nous cette union à partir d'une vraie confrontation d'idées et de points de vue, en direct avec les salariés, les citoyens ? Dans ce cas, il nous faut consentir à faire un travail précis, profond en actes, avec nos militants, avec tous les communistes et avec la population sur nos propositions, sur notre projet et à mettre cette démarche au service du débat et de la construction de l'union à gauche. Et tout ça ne peut se faire en un jour, ne peut se régler en deux coups de cuillère à pot. Il s'agit là d'un travail politique en profondeur, acharné, persévérant. Et je crois franchement que c'est ce qu'attend une majorité de notre peuple. Notre crédibilité, celle de toute la gauche sont à ce prix ! Car en plus avec le dossier retraite qui touche finalement à des temps essentiels de la vie (emploi,

salaires, garanties collectives, pouvoirs et intervention dans la gestion), on est là à un croisement de civilisation. Donc bien sûr que la bataille est et sera longue et ardue et que nous avons, plutôt que chercher à éteindre les braises comme beaucoup le font, à souffler dessus dans la bonne direction.

A cet effet, on mesure à quel point bataille des retraites et bataille des municipales reposent sur un socle commun. En fait qu'est-ce qui fait problème dans le débat sur retraites ? C'est leur financement. Et qu'est-ce qui pose question à l'action municipale ? C'est le budget des collectivités locales, donc leur financement. Le cœur c'est bien la bataille contre le coût du capital pour une autre répartition et une autre utilisation de l'argent que ce soit celui des entreprises, des banques ou l'argent public. Ne pas mener cette bataille c'est vouer à l'échec toute notre démarche de reconquête de notre influence. Enfin un mot. Je salue le dépôt par nos élus à l'AN d'un projet de loi sur retraites mais je crois que l'ensemble du parti comme des élus y gagnerait à ce que ce travail se construise d'une façon beaucoup mieux coordonnée, beaucoup plus participative avec la direction du parti et ses commissions de travail. En cette année du bicentenaire de la création de notre parti, il n'est sans doute pas inutile de nous rappeler une des raisons principales pour laquelle des camarades ont alors choisi de sortir de la SFIO. C'est aussi pour une part ce que disait notre 38^{ème} congrès.

02 Gisèle Malaval – Aube

L'anecdote racontée par Voltaire met en scène un pauvre qui demande des subsides à Talleyrand « Pourquoi le ferais-je ? » dit celui-ci, « Il faut bien que je vive, Monseigneur ! » Talleyrand répondit : « Je n'en vois pas la nécessité ». Cette anecdote nous parle d'aujourd'hui. Il y a aujourd'hui des citoyens que le gouvernement ne juge pas « nécessaires », des citoyens inutiles, pas seulement « ceux qui ne sont rien », mais tous ceux qui, hors le temps d'exploitation de leur force de travail, sont bénéficiaires de la redistribution, sans être des catégories socio-professionnelles supérieures, c'est-à-dire beaucoup de monde ! Notre société, fondée depuis la Révolution française sur le consentement à l'impôt pour la redistribution, oblige, en particulier, à prélever des impôts, des taxes, des cotisations sur les entreprises et les petites et grandes fortunes. Bien sûr ce gouvernement a supprimé l'ISF, a supprimé la taxe d'habitation, raboté ou supprimé des cotisations patronales, ne taxe pas les dividendes, va taxer à minima les salaires les plus hauts pour la retraite, mais ce n'est pas suffisant pour le bras politique de la finance ! Il ne faut plus que l'argent public aille au public, il ne faut plus de ce système de solidarité nationale, et donc il faut assécher les services publics, santé, éducation, transports, le service des retraites, les allocations en tout genre, pour que l'argent public aille au privé, pour que le privé investisse la sphère publique et la détruise. La réforme des retraites n'est pas soutenue par la population ? Peu importe, le gouvernement la passera en force, coûte que coûte, la finance l'exige... Alors, dans ce contexte de dé-civilisation, comme le dit Bernard Vasseur, la campagne des municipales nous donne l'occasion d'expliquer pourquoi la commune est le lieu privilégié, et peut-être le dernier, pour répondre à ce que le gouvernement refuse évidemment de prendre en considération pour des raisons idéologiques : l'urgence écologique, l'urgence sociale et le besoin de démocratie participative. A Troyes, par exemple, les politiques au pouvoir, Baroin en particulier, ont cédé – très vite – aux intérêts de Veolia et l'incinérateur-tant décrié-va entrer en fonction en 2021, livrant les habitants à un désastre sanitaire prévisible, s'ajoutant dans l'Aube à une pollution atmosphérique aux pesticides et aux particules fines. Notre liste combat évidemment ce scénario en nous associant aux actions des associations écologiques locales, et jusqu'ici elle est la seule à le faire. Par ailleurs, tous nos projets municipaux dans l'Aube comportent cette exigence d'émancipation face à l'ingérence économique des entreprises capitalistes (eaux, assainissement, traitement des déchets) et l'exigence de mettre les investissements de la commune au service réel des habitant.e.s, en développant les services publics et en allant vers la gratuité autant qu'il est

possible. Répondre en quelque sorte à l'appauvrissement programmé des collectivités et des citoyens, et à la destruction de notre modèle de société – ce que le projet de réforme des retraites induit – par un modèle de société écologique, solidaire et participatif, où tous ont à gagner.

03 Pierre Miquel – Puy-de-Dôme

Les communistes sont au cœur du mouvement et le crédit du PCF s'est indéniablement renforcé. Les nombreuses initiatives lors des manifs, l'action de nos élus à différents niveaux, ou encore l'audace de notre secrétaire national pour rassembler et mobiliser à gauche : autant d'engagement des communistes particulièrement apprécié. Pour autant la question de la perception des contre propositions du PCF comme étant atteignables demeure. Cultiver la bataille d'idées et outiller idéologiquement ceux qui aspirent à une transformation de la société se pose donc comme une priorité. Car la frustration et la colère qui pourrait survenir, au cas où le pouvoir refuse de céder, risque d'alimenter le RN si une alternative et une dynamique de rassemblement des forces progressistes n'émerge pas rapidement. Les élections municipales sont une étape à ne pas négliger dans cette optique de reconquête. Dans le Puy-de-Dôme, le nombre d'élus communistes devrait se tasser légèrement mais des gros défis sont relevés comme celui de conquérir Riom, la 3^e ville du département.

4 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

1- Sens du mouvement et enjeu : un carrefour

Le mouvement de bataille contre la réforme des retraites est impressionnant. Il joint des catégories très diverses de travailleurs et de travailleuses. Il faut le développer. Les idées et la politisation sont fondamentales pour cela. En réalité se posent des questions révolutionnaires...

Nous avons eu raison de partir très tôt sur les retraites et de formuler notre projet. Nous avons eu raison de mener d'emblée la bataille sur les propositions alternatives, sur lesquelles Fabien a eu raison d'insister au dernier CN, et de les utiliser pour renforcer la bataille *contre* le projet Macron-Philippe. Nous avons eu raison d'engager la recherche d'une démarche commune à la gauche.

Mais **nous sommes à un tournant, à un carrefour.**

Pour que le mouvement se développe et avance, l'enjeu c'est le sens, les idées, la conviction qu'on peut faire autre chose. C'est donc l'affirmation du PCF, sa visibilité, son apport d'idées : pour pousser le dialogue, clarifier les enjeux de la bataille, faire le lien aux élections municipales, ouvrir une perspective politique (c'est-à-dire le contour d'une politique à la hauteur, un rassemblement et un chemin).

2- De ce point de vue, **je veux alerter**. Nous devons jouer notre rôle de Direction Nationale pour élever le niveau d'intervention des communistes et leur capacité collective, comme individuelle, à intervenir.

Je veux alerter à temps, sonner le tocsin. Peut-être me dira-t-on : « tu ne vois que la moitié vide du verre ». Mais c'est précisément à temps qu'il faut corriger, maintenant, quand le verre est encore aussi à moitié plein, quand ce n'est pas joué. Alerter sur quoi ? Sur le besoin de ne pas s'enfermer dans la plate-forme commune des forces de gauche et écologistes et de développer l'intervention, l'organisation du parti, son apport d'idées et de sens.

C'est autre chose que de dire « continuons » et de prétendre que nous « tenons les deux bouts ». Nous *voulons* les tenir, mais comment faire pour les tenir, ces deux bouts ? Voilà notre tâche de direction nationale.

Une plate-forme commune de la gauche, c'est bien. Une proposition de loi des députés communistes c'est bien. Mais il faut la présence et la bataille du PCF pour lier les deux. Si on campe sur la plate-forme commune, on disparaît. Et ce n'est pas une question de boutique.

C'est que la plate-forme commune n'est pas à la hauteur pour que ça marche. Donc si on campe sur la plate-forme on recule sur la compréhension comme sur les alternatives. La plate-forme acte un accord à un moment donné. Elle est utile dans ce sens, mais il serait illusoire de croire que les sociaux-démocrates (de tous poils) auraient profondément changé, en particulier sur la question nodale posée très crûment par le premier ministre E. Philippe : la compétitivité des entreprises et la conception qu'ils en ont. Il nous faut avoir une conception dynamique des accords et de l'union : la question c'est les consciences et le contenu.

La plate-forme affirme la nécessité de développer le système actuel par répartition, pour l'améliorer. Elle indique des pistes de financement. Mais celles-ci ne feront pas le poids, si nous ne les faisons pas bouger et si, donc, nous n'éclairons pas les gens sur là où se situent les enjeux. Elles sont floues : faire cotiser les revenus financiers... des ménages ou des entreprises ? Modulation des cotisations ... supplément d'âme pour la justice ou levier fondamental qui concerne tous les salaires, tous les emplois, pour changer la logique des entreprises ? C'est notre originalité, combat contre le social-libéralisme, mais pas un sectarisme isolé à la JL Mélenchon.

En outre, problème, la plate-forme commune affirme « la priorité à l'emploi des seniors » en précisant bien que les seniors c'est jusqu'à 64 ans. Cela ne nous convient pas, nous ne sommes pas d'accord. Cela accrédite l'idée d'un allongement de l'âge de la retraite. La question ce serait plutôt l'emploi des jeunes et les fins de carrière des seniors avec des transitions dignes, justes et efficaces, laissant la place aux jeunes sans passer par le chômage.

La plate-forme est utile, elle répond à un impérieux besoin politique, elle peut renforcer la bataille. Mais elle peut aussi se transformer en piège. Ne construisons pas un piège dans lequel nous nous enfermerions nous-mêmes.

3- Il faut aller vraiment au fond. La grande question c'est celle des entreprises et du financement. Il faut agir sur les entreprises et desserrer le poids du capital sur elles. C'est le sens de nos deux propositions sur le financement (taxation des revenus financiers des entreprises, modulation des cotisations sociales).

Et c'est l'enjeu du débat avec les autres forces de gauche.

- Ils viennent tous sur « élargir l'assiette des cotisations retraite aux revenus financiers ».
Mais les revenus financiers des ménages ou ceux des entreprises ?
➔ L'urgence c'est de faire cotiser les revenus financiers des entreprises, non pas comme si elles avaient un « trésor » caché quelque part, mais pour les désintoxiquer de toute cette finance folle.
- De même les forces de gauche utilisent toutes, de plus en plus, le vocable de « modulation » ou de « bonus-malus »... Mais c'est une modulation rabougrie, toute petite, vidée de son contenu, comme de son sens. Par exemple, le PS ne la propose que sur la pénibilité.
➔ Or il nous faut faire monter la grande question des entreprises : comment le système de retraites agit sur les entreprises ? Et comment il agit pour les emmener vers le développement de l'emploi et des salaires ? C'est la question du coût du capital et du type de compétitivité des entreprises agitée par E. Philippe. Notre proposition de modulation est claire : créer une surcote pour les entreprises qui taillent dans l'emploi, les salaires, la formation¹. Taux normal pour les autres.

¹ Plus précisément : les entreprises qui font évoluer le ratio (salaires+ dépenses de formation)/VA moins que la moyenne de leur branche auraient un taux de cotisation plus élevé et/ou qui n'appliquent pas l'égalité salariale hommes/femmes.

La modulation est fondamentalement une question politique : s'attaquer radicalement aux incitations sur les entreprises, celles à la baisse du dit « coût du travail ». Les renverser en des incitations au développement du potentiel humain et de l'emploi. Les deux leviers se combinent, l'un pour s'attaquer à la financiarisation des entreprises, l'autre pour les tirer vers un chemin de progrès.

Mettre le débat avec les forces de gauche dans les mains des citoyens, c'est précisément la ligne de notre 38^{ème} congrès (dont le document d'orientation doit être publié). Nous ne réduisons pas notre ligne à la seule recherche de « rassemblement ». Nous écrivons « *il y a des différences importantes à gauche : il est de la responsabilité du PCF d'en expliciter publiquement les termes pour chercher à les dépasser.* »

4- Je veux aussi alerter sur un **problème de méthode collective dans le travail du parti.**

Nous avons été mis de côté, la commission économique comme la commission santé ou la commission protection sociale, pour l'élaboration de la plate-forme commune des forces de gauche, comme de la proposition parlementaire de loi. De ce que je sais, cela semble être resté entre parlementaires. Certes les documents que nous avons élaborés collectivement ont été lus. Mais ce qui est dit dans la proposition de loi sur cette question pose problème : deux visions des choses sont proposées : le parti indique que la modulation rapporterait 70 à 90 Md€, tandis que la proposition parlementaire (communiste) parle de ... 3 Md€ !! Ce n'est pas un mince problème...

Le lien entre les parlementaires et la direction du Parti, en tant que collectif, doit être notre souci. L'autonomie de vote des parlementaires est très importante mais il faut du travail collectif pour la bataille dans le pays. Faisons attention au parlementarisme. Faisons synergie pour que le PCF puisse s'exprimer en tant que tel, et ne travaillons pas aussi séparément.

5- Propositions

Il est proposé de « faire connaître nos propositions ». C'est vague.

Je propose que nous décidions **d'organiser 100 débats** (dans un premier temps) dans le pays sur les retraites, sur le projet et pour une alternative de progrès. Débats pour mettre les questions sur la table, dans un esprit constructif. Il nous faut être inventifs, voir comment on organise ces débats pour qu'ils ne soient pas des débats « de sommet », même localement. Je propose que le parti et les communistes se saisissent de l'Appel lancé en décembre avec Jean-Marc Canon de la CGT, Benoît Teste de la FSU, d'autres de SUD et de la CGC (avant l'Appel des organisations de la gauche) « Pour une réforme de progrès social et de civilisation » et pour le retrait du projet Macron-Philippe-Delevoye », avec de nombreux syndicalistes, intellectuels, associatifs et responsables politiques, membres du CESE, citoyens, jeunes². Les organisations du parti pourraient le relayer, le diffuser.

6- La conférence de financement

Elle est perverse car tout est fait pour que les participants ne puissent discuter que des dépenses... pas des recettes !

Mais nous pourrions nous en saisir, car elle constitue, à l'envers, le type d'institution nouvelle que nous voudrions établir dans ce pays ! Des conférences annuelles, citoyennes, départementales et régionales sur les financements, où se prennent des engagements et où ils sont suivis par l'ensemble du corps social avec sa représentation.

En outre, le financement est l'enjeu essentiel.

7- Le lien aux élections municipales.

Les municipales sont de très gros enjeux. Nos camarades ont raison de se déployer sans compter. Mais l'organisation de débats sur les retraites ne chasserait pas les municipales. Au contraire, ils permettraient de conforter la gauche dans une orientation nécessaire, de mobiliser le monde du travail et de politiser son intervention, bien au contraire de je ne sais quelle crainte de diviser !

² www.appelretraites.fr , cf. *Humanité* du 17 décembre 2019

La politisation fondamentale des élections municipales, c'est surtout la question de **l'austérité** qui la permet : combattre l'austérité qui enserme les communes, combattre l'austérité qui préside à la réforme des retraites. Nous voulons mettre en œuvre des municipalités de gestion et de mobilisation contre l'austérité.

8- Il faut des actes !

En résumé, il faut qu'il sorte des actes de ce CN. Des actes pour organiser des débats. Des actes de direction pour outiller les communistes. Des actes pour diffuser de façon claire nos propositions. Des actes pour utiliser et renforcer l'Appel du 17 décembre. Des actes pour aider, nationalement, et localement, à faire le lien aux municipales, à les politiser.

Travaillons-y collectivement. L'utilité du PCF à gauche et son apport original, indispensable et constructif, sa visibilité, cela se construit. Aussi par des actes de ce type.

05 Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

Un point sur les élections à Nanterre, ville de près de 100 000 habitants qui compte pour le parti même si le maire n'est plus membre du Parti communiste. Au départ le maire voulait faire une liste 50 % citoyens/50 % membres du parti. Finalement on sera à 40 %/60 %. Même dans cette configuration, on garde le même nombre d'élus. On a un accord avec toutes les forces de gauche et écologistes sauf FI. C'est le résultat d'un travail important de nos élus depuis longtemps et de notre section. Sur le programme, on a défendu tous les axes proposés par Fabien. On a fait avancer un thème sur lequel on a travaillé depuis 4 ans, le féminisme, grâce à notre conseillère départementale Laureen Genthon. Notre parti est devenu une référence sur ce sujet dans la ville. On a organisé avec le maire une assemblée citoyenne sur le thème et mis nos propositions en débat. On a gagné le fait qu'une « Maison des femmes » soit mise en place. On veut que Nanterre soit une ville exemplaire sur la place des femmes dans la ville. Tout cela on le fait aussi en lien avec le mouvement social. Certains de nos candidats sont grévistes et participent donc aux AG, manifestations, rassemblements. On distribue nos propositions sur les points de vente de l'Huma avec caisses de collecte.

Attention à aider rapidement les grévistes dans les villes où on est en responsabilité. Il y a urgence, les feuilles de paie arrivent et les retraités font mal. Nos jeunes camarades de l'UEC font beaucoup bien évidemment dans le mouvement (fac Nanterre) mais aussi pendant la préparation des élections municipales. Elles sont intervenues dans les assemblées citoyennes et cela a donné une belle image dynamique de notre parti. On a résisté, le maire les aurait bien intégrées à sa liste mais nous pensons qu'il faut laisser les forces à notre organisation de jeunesse. J'ai fait part lors du dernier CN de ma préoccupation sur la situation au sein du MJCF. Depuis les choses se sont dégradées. Dans ce moment où on a besoin de toutes nos forces, on a mieux à faire. Nous avons appris que la coordination du MJCF a décidé ce week-end d'exclure de nombreuses organisations de la JC. C'est un précédent grave en terme de violence politique. Je me demande ce qu'on attend pour réagir.

06 Aymeric Seassau- Loire-Atlantique (non communiquée)

07 Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Après les vacances et les examens de janvier, la mobilisation étudiante a connu un regain assez large quoique sans atteindre pour l'instant, chez les étudiants, la mobilisation contre la loi Travail ou contre Parcoursup. La mobilisation est globalement assez faible chez les jeunes. Mais chose intéressante, elle est en hausse très sensible chez les chercheurs, doctorants et personnels contre la réforme des retraites d'une part, contre la hausse de l'autoritarisme des présidences universitaires d'autre part, et aussi contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche qui va faire exploser la concurrence et la précarité dans la recherche. Cette mobilisation ouvre des questions sur le lien du PCF avec le

personnel universitaire et les intellectuels. Les débats qui se développent sur les campus sont riches de perspectives politiques émancipatrices. Un débat fort concerne la place des études dans la société : la mobilisation contre la réforme des retraites invite à réfléchir sur le travail car on revendique que les parcours professionnels commencent par les études pour que celles-ci comptent dans les annuités. Un autre débat concerne la place de la recherche et des sciences dans la société, notamment à l'aune de l'enjeu écologique mais aussi démocratique. Par ailleurs, les étudiantes et les chercheuses sont mobilisées avec les féministes pour alerter sur le désastre que constituent la réforme des retraites et la LPPR pour les femmes. Au sujet de la mobilisation sociale, plus largement que dans les universités, mais aussi au sujet des élections municipales, l'UEC est en train de mettre à disposition des outils pour mettre en lien les étudiants qui souhaitent s'engager pour vaincre Macron et mettre la gauche au pouvoir dans nos villes, avec les collectifs de mobilisation universitaires et avec les collectifs de campagne où prend part le PCF dans les élections municipales. Cet outil est à destination des étudiantes, certes, mais aussi plus largement de tous les jeunes. On a donc des perspectives de mobilisation encourageantes. Dans un contexte dur pour les organisations politiques, rappelons que l'UEC est la dernière organisation politique d'étudiants implantée dans les facs, nous avons réellement besoin du soutien du PCF pour pouvoir continuer d'aller au contact des jeunes. Fabien a parlé des RDV du Centenaire, j'ai le plaisir de vous annoncer que l'UEC organise le centenaire des étudiants communistes (12 juillet 1920) le samedi soir au CN d'avril du PCF, à l'occasion de la Conférence nationale de l'UEC.

08 Denis Durand – Paris

La situation créée par le mouvement social en cours est inédite en ceci que d'un côté, le nombre de salariés et de citoyens qui y participent activement a été jusqu'à présent massif mais pas assez pour faire céder le gouvernement, comme l'ont souligné plusieurs interventions. La question posée à ce stade au mouvement est donc de s'élargir assez pour porter le coup décisif au pouvoir. Sinon, l'issue peut être un degré sans précédent de frustration et d'impuissance, avec l'extrême-droite en embuscade. Mais d'un autre côté, le mouvement peut être victorieux car sa ténacité a créé un moment durable de politisation intense qui a fait croître la lucidité de l'opinion sur le caractère néfaste de la réforme Macron. L'action du PCF a eu une part, impossible à mesurer, dans ce qui fait la force du mouvement actuel, alors même que nous n'avons pas encore complètement déployé notre campagne permanente contre le coût du capital - je souhaite que l'insistance de Fabien Roussel sur ce sujet dans son rapport nous permette de passer aux actes. Elle a eu visiblement une part au d'influence sur les forces politiques. Nous avons pris l'initiative de publier un projet susceptible de rassembler et de rendre cohérentes les mobilisations. Nous l'avons mis en avant avec plus de détermination que nous n'en avons eue dans le passé. Cela a été déterminant, je crois, dans le rôle que nous avons joué depuis le meeting de Saint-Denis jusqu'à la plate-forme des parlementaires de gauche publiée la semaine dernière. Comment fait-on pour relancer cette bataille au niveau exigé par un mouvement qui cherche son second souffle, pour dépasser le côté délégataire que le mouvement a eu davantage tendance à revêtir ces derniers jours ? Le moment n'est pas à considérer que le travail serait fait, que nous aurions atteint notre objectif avec la plateforme commune de gauche, et qu'il suffirait maintenant de passer le relais au travail parlementaire. Faire reculer Macron exige que les travailleurs, les citoyens participent activement au débat qui doit continuer, y compris pour améliorer les propositions avancées par la gauche. Il reste beaucoup d'explications à donner sur la réforme des retraites, et plus encore sur les solutions alternatives à lui opposer. Un rapide examen des chiffres confirme qu'on peut, à horizon de cinq ans, dégager les moyens financiers nécessaires au financement d'une réforme des retraites répondant aux exigences populaires mais que cela suppose une lutte acharnée pour créer au moins 2 millions

d'emplois, impulser une nouvelle croissance, à la fois plus forte et plus économe en capital matériel et en ressources naturelles, reprendre 10 % de valeur ajoutée au capital en augmentant les salaires et en remettant en cause la politique d'exonérations sociales. Le sens de nos propositions de prélèvement sur les revenus financiers et de modulation des cotisations sociales, est précisément d'appuyer cette lutte avec les moyens de la politique économique en pesant pour imposer une autre logique dans la gestion des entreprises. Mettre en œuvre la décision prise au congrès d'être présents à l'élection présidentielle avec un candidat communiste va nous aider à mener cette bataille. En retour, celle-ci nous apporte de l'énergie dans la complexe préparation des élections municipales.

09 Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Le mouvement social fait du bien : il montre la puissance du monde du travail, il remet la question de la grève au cœur des luttes, il souligne l'enjeu de notre lutte sur un choix de société dans le rapport capital travail. Il y a aussi des insuffisances et la démonstration de violences du capital et du gouvernement. Dans cette situation je tiens à féliciter les dirigeants communistes dont Fabien Roussel sur la visibilité prise par notre parti dans ce mouvement. On a su être à l'initiative et porteur de propositions, il faut poursuivre avec l'hommage national à Ambroise Croizat et des rencontres avec les syndicalistes. Ce mouvement souligne aussi la fragilité du pouvoir et de la LREM malgré la circulaire Castaner. Dans la manière dont les communistes préparent les municipales nous pourrions avoir de bons résultats. Ces élections sont importantes, elles vont précéder les sénatoriales de 2020 pour la moitié des départements et ensuite les départementales et régionales en mars 2021 puis la présidentielle. Le débouché politique du mouvement est déjà d'actualité.

10 Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Mon intervention portera sur la nécessité vitale à mon sens d'aller chercher un par un chaque personne, chaque salarié, autour de nous.

Pourquoi est-ce nécessaire ? le mouvement a mobilisé ceux qui étaient facilement mobilisables. Nous nous retrouvons à 1.7M dans la rue. Est-ce suffisant ? Je pense que non. Pourquoi est-ce important ? dans les boîtes, on sait que les appels en intersyndicales ont un taux de réponse bien meilleur que si seul un syndicat appelle. Or, pour gagner un logo dans les syndicats en demi teinte sur le projet (cfdt, cgc), il faut aller au charbon et gagner les salariés un par un pour qu'il y ait majorité chez eux.

Comment faire ?

La construction du rapport de force est multiforme ; cependant, je pense que nous ne pouvons nous contenter de soutenir les AG interpro dans nos villes car les gens qui y vont sont déjà mobilisés.

Nous devons aller chercher ceux qui ne sont pas encore mobilisés, et pour cela intensifier nos campagnes d'information (c'est ce que les salariés demandent dans ma boîte par exemple).

Chacun dans nos boîtes ou lieu de travail disposons d'heures syndicales durant lesquelles il est possible de faire intervenir des « extérieurs ». Si la CGT peut très bien faire le boulot d'explication technique sur cette réforme, le PCF est indispensable pour aborder l'ouverture aux questions politiques. Nous pouvons nous appuyer pour cela sur nos camarades étiquetés « économistes atterrés » pour rentrer dans les boîtes (Fred est venu chez nous et le débat engagé a été très apprécié).

Nous sommes à un moment idéal pour aborder avec les salariés le sens du travail et la société dans laquelle nous voulons vivre, pour gagner des points dans la bataille culturelle en reposant la question politique de la grève dans une population (les cadres) qui a chevillée au corps l'impérieuse nécessité de faire son travail. C'est aussi le moment de donner à voir le fil qui relie toutes les attaques actuelles du patronat, qui inclut non seulement les retraites

aujourd'hui, mais encore plans de délocalisation, pressurisation des salariés... Notre rôle dans ce contexte est indispensable.

Enfin, n'oublions pas que d'autres peuples en Europe ont ou ont eu à faire face au même problème. Nous devrions démultiplier nos efforts pour une réponse commune.

11 Jeff Habimana – Eure-et-Loir

1) Techniquement l'âge de départ à la retraite est à 65 ans. Parce qu'avant 65 ans on ne peut pas prétendre à l'ASPA. Nous devons exiger que l'ASPA soit alignée à l'âge de départ à la retraite. Nous devons exiger que le dispositif de remboursement de l'ASPA soit supprimé. Parce que beaucoup de familles pauvres refusent de faire la demande ASPA parce qu'elles ne veulent pas que leurs enfants soient obligés de rembourser la dette à l'État. 2) Je demande à ce qu'il y ait des porte-paroles, noirs et arabes pour parler au nom du parti dans les médias. Les autres partis politiques sont en avance sur l'image des représentants dans les médias. Je suis disposé de faire partie des porte-paroles s'il n'y a pas des camarades pour répondre à cette proposition.

12 Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

Rôle positif du mouvement social pour les municipales. Surtout à Perpignan avec l'enjeu départemental et national que représente ce scrutin avec la menace du RN. Perpignan est gérée depuis 60 ans par la droite et connaît une situation sociale et économique très difficile. 32 % des gens y sont en dessous du seuil de pauvreté. Il est plus que regrettable, alors que cette droite est divisée, que la gauche n'ait pas pu se rassembler. C'était une opportunité historique mais le refus d'EELV en lien avec sa stratégie nationale a empêché ce rassemblement, comme le ralliement du PS. Nous sommes pour notre part engagés dans une démarche qui associe citoyens et partis politiques et fonctionne en assemblée citoyenne. Cette liste suscite beaucoup d'intérêt et met beaucoup de gens en mouvement, elle est présente dans le mouvement social. Elle donne une image nouvelle de la politique. Un récent sondage nous met à égalité avec l'autre liste de gauche. L'objectif reste d'aller le plus loin possible et de se rassembler au soir du 1^{er} tour pour battre la droite et l'extrême droite.

13 Nicolas Cossange – Hérault

Municipales dans l'Hérault : autour de l'axe PCF/PS/PRG, les communistes travaillent à l'unité de la gauche dans un département ciblé par l'extrême droite. On ressent que l'unité autour d'un contenu et de valeurs de gauche est demandée par ceux qui sont dans la lutte. Dans l'Hérault, nos chevaux de bataille sont la précarité, le social, le travail et le logement : véritables enjeux de classe notamment pour contrer politiquement le Rassemblement national. Affronter le RN c'est aussi affronter la finance, quand on gratte leurs propositions, le capital apparaît toujours. Pour regagner l'électorat populaire mais surtout la classe moyenne, nous devons dénoncer leur mascarade sociale.

14 Mail Emmanuel Dang Tran – Paris *(non communiquée)*

15 Céline Malaisé – Paris

La crise majeure que nous traversons va être une coordonnée politique sur le long terme. Il faut prendre conscience de son ampleur. La mobilisation contre la destruction de nos retraites est actuellement sur le fil et tout reste encore possible. Elle démontre la fragilité du pouvoir de Macron. Des acquis ont été engrangés comme l'a souligné Fabien Roussel. La philosophie générale de cette contre-réforme qui est d'installer une précarité de vie jusqu'à la mort et un refus du partage des richesses est majoritairement comprise et rejetée. Les mesures scélérates

du pouvoir le sont également. La bataille de l'opinion est gagnée, le niveau de conscience des salariés s'est considérablement élevé mais pour autant si ces acquis ne restent que partiels et si nous n'obtenons pas le retrait de cette mesure de destruction de nos retraites, cela pèsera peu et n'arrêtera en rien l'entreprise de destruction sociale de Macron. Pour dénouer la situation de manière favorable, il faut poser la question de la légitimité politique de Macron. S'il est arrivé au pouvoir en 2017 par un hold-up électoral, si nous avons justement analysé dès son élection l'absence de base sociale et sa non connaissance de la France et de ses habitants, la mobilisation actuelle pose avec force sa légitimité politique. L'usage répété et élevé de la force répressive de l'État interroge également avec acuité la continuité d'un État de droit. Le décalage entre ce qu'est le pays, ce qui se passe dans le pays et ce que fait la tête de l'État s'est accru et va continuer ainsi. La question d'un débouché politique à la mobilisation est donc essentielle. Le PCF l'a compris et a, notamment avec la plate-forme commune des forces de gauches et écologistes ou avec la pétition, pris des initiatives pour agir sur ce débouché. La bataille institutionnelle s'ouvre et tous les leviers doivent y être utilisés. La motion référendaire en est une mais il faut veiller à ne pas avoir en tête de rejouer la partition mai 68/référendum de 69 car la situation est toute autre. En parallèle de cette bataille, le mouvement citoyen, s'il a pris des chemins différents de celui de la grève interprofessionnelle et reconductible, il faut agir pour le faire gagner en ampleur. Seul un nombre massif, un raz-de-marée pourra faire vaciller Macron. Une manifestation nationale un week-end avec une montée à Paris organisée par les forces politiques et syndicales peut être un moyen d'asseoir un rapport de force favorable à notre camp et faire chavirer Macron.

L'autre question que nous avons à résoudre est : comment articuler cette mobilisation au calendrier électoral ? Ce que vit notre pays aura des effets politiques différés et même simultanés pour les municipales. Si ces élections doivent être politisées au maximum, elles doivent surtout être l'occasion d'infliger une claque électorale à Macron. En 2021 auront lieu les départementales et, potentiellement en même temps, les élections régionales, même si le calendrier n'est pas sûr. Il faut réfléchir à leur articulation. Il faut également prendre en compte l'importance des élections régionales à la fois car les compétences des Régions sont telles qu'elles revêtent une importance considérable dans la vie quotidienne de leurs habitants, qu'elles induisent un véritable degré de latitude pour mener des politiques municipales mais aussi parce que Macron souhaite faire de ce scrutin un test national pré-présidentielle. Notre stratégie doit donc être pleinement pensée à cet échelon mais, surtout, elle doit être mue par une ambition politique nationale : la définition d'un cadre politique national pour mener cette bataille est essentiel pour conserver et gagner des élu·e·s et des positions mais aussi car les régionales préfigurent le rassemblement qui pourrait être opérant en 2022 afin de proposer une alternative antilibérale majoritaire.

16 Alain Pagano – Maine et Loire

Dans le mouvement social, une écoute plus large que d'habitude aux propositions du PCF. Il faut positiver tout ce qui a été obtenu dans ce mouvement. Et montrer que le pouvoir est peut-être en train de perdre. En effet un sondage montre qu'à l'occasion des municipales, les électeurs se détermineront dans leur vote à 30 % pour sanctionner Macron. Une déculottée électorale se dessine peut-être. Il faut donc faire le lien entre mouvement social et vote aux municipales, politiser le scrutin municipal en un vote contre Macron et sa réforme des retraites. Nos porte-paroles nationaux peuvent le faire quand nos candidats locaux seront plus naturellement sur les campagnes locales (même si les choses peuvent se coupler). Faire cela est nécessaire pour éviter à nos concitoyens de tomber dans le piège de l'abstention ou du vote RN.

17 Antoine Guerreiro – Val de Marne (non communiquée)

18 Pierre Laurent – Paris

Nous constatons tous le caractère exceptionnel du mouvement sur les retraites. Ce mouvement isole le pouvoir mais bute sur son autoritarisme. La crise politique s'aggrave. Nous sentons la détermination des syndicalistes, et de nombreux salariés. Et cela pose la question de l'espoir, de la capacité du mouvement à engranger des victoires, du rôle que nous pouvons jouer pour cela.

La bataille des idées est essentielle. Nous ne sommes pas au bout des explications sur la réforme, sur le choix de société face auquel se trouve le pays. Il y a encore beaucoup de démonstrations à faire, pour continuer à isoler le pouvoir pour le faire reculer, ne pas le laisser reprendre du terrain, et au contraire marquer des points dans les consciences avec nos propositions. Je pense que nous pouvons utiliser le débat parlementaire comme un moment de révélations, en nous appuyant sur nos deux groupes parlementaires, sur nos propositions. Qui sait par exemple que la seule proposition gouvernementale de plafonnement des cotisations pour les hauts revenus va priver la Sécu de plus de 60 milliards d'euros de recettes d'ici 2040?

Je pense que le moment est venu de hausser très fortement le ton sur la question démocratique. Je pense au Conseil d'Etat qui met en garde contre le caractère anticonstitutionnel de certaines dispositions, mais plus simplement au mépris affiché par Macron pour plus de 6 français sur 10 qui sont contre la réforme. A tel point que même le Sénat, à l'exception des « marcheurs », se prononce contre la procédure accélérée que le gouvernement veut imposer. C'est d'autant plus utile, que Macron parle d'utiliser le référendum au terme de la conférence citoyenne du climat, tout en le refusant pour ADP, ou la réforme des retraites.

Sur la plateforme unitaire des forces de gauche, obtenue grâce à l'engagement de parlementaires communistes et de Fabien en premier lieu, ce qui est en jeu, c'est la possibilité d'engager ou non un travail de reconstruction d'une alternative, et d'une majorité de gauche. Il faudra beaucoup d'actes comme celui-là pour éviter un duel Macron/LePen à l'élection présidentielle. C'est un effort politique global dans la durée que nous avons à produire. On est devant la même question qu'en 2005 après le TCE. Une majorité de Français avaient voté contre un traité ultralibéral et nous n'avons pas réussi à en faire une majorité politique. Nous sommes en cette année 2020 devant « un mouvement historique » qui risque de marquer la vie politique pour la prochaine décennie. Saurons-nous contribuer à en faire une majorité politique de changement progressiste?

Je veux faire une autre remarque à ce propos sur l'écologie. Ce n'est plus une question thématique, c'est une question de société majeure, au cœur des mouvements de recomposition en cours. L'Australie, ça travaille les consciences en profondeur, c'est une évidence. Le défi est de savoir si la prise de conscience écologique en cours prendra ou non un chemin anti capitaliste ? Les marches pour le climat parlent d'exiger un nouveau système ? Qui parle à ces participants ? Comment aidons-nous à concrétiser cet objectif ? Je me félicite que nous annonçons nos deuxièmes assises pour l'écologie. Nous devons travailler à des contenus à la hauteur des prises de conscience en plein essor. Je pense que nous avons besoin dans l'immédiat d'un appel aux marches pour le climat du 13 mars, à la veille du premier tour, qui portent des propositions originales pour financer massivement les investissements publics nécessaires à une transition sociale et écologique de justice.

Enfin, je veux dire un mot sur l'interpellation de Nadine d'Antoine sur la situation du MJCF. J'ai été saisi comme d'autres par plusieurs courriers qui s'inquiètent de la mise à l'écart d'une part importante de nos bases étudiantes et de certaines bases jeunes communistes. Je ne crois pas que nous pouvons laisser faire ça.

A titre personnel, je souhaite que la direction nationale se saisisse à nouveau de cette question

pour que chacun puisse se forger avis à la fois éclairé et partagé. Je ne vous cache pas que c'est pour moi une source de préoccupation.

19 Evelyne Ternant – Doubs

Mon intervention porte sur la question régionale.

Il y a eu des évolutions majeures dans l'organisation politique du pays ; avec **l'accroissement des compétences des régions, elles sont devenues, aux côtés des métropoles une collectivité stratégique, avec un pouvoir de décision structurant, et destructeur sur certains territoires hors zone métropolitaine. L'élargissement de leur périmètre**, dans les cas où il y a eu des fusions, a provoqué des chocs et des coûts de fonctionnement, une perte d'efficacité en terme de services rendus.

Notre parti de n'a pas collectivement dans son organisation la mesure de ces évolutions politiques majeures, il ne s'y est pas adapté, **la région est le « trou noir » de l'organisation actuelle du PCF.**

On peut même dire qu'il y a eu régression ces dernières années : les comités régionaux statutaires, mis en place péniblement dans les années 80, après bien des débats et tergiversations, sont aujourd'hui en sommeil dans un certain nombre de régions.

Fait assez rare dans notre fonctionnement, les statuts ne sont pas appliqués. Combien de conférences régionales se sont tenues après le dernier congrès ? **Il n'y a donc plus beaucoup de comités régionaux normalement élus à partir des propositions de candidatures des fédérations.** Les secrétaires des comités régionaux ont disparu de l'organigramme du parti. Depuis 2011, pas le moindre groupe de travail, pas la moindre réunion nationale pour échanger sur la question régionale.

Si depuis l'avant dernier congrès **des « référents régionaux » désignés par le CEN** sont désormais chargés d'assurer une liaison entre les fédérations d'une même région, pour faire circuler l'information sur les objectifs que se donne la direction nationale et contribuer à la cohérence des actions, pour utile que soit cette coordination, elle n'assure pas du tout la même fonction que les **comités régionaux, qu'il n'a d'ailleurs jamais été officiellement question de supprimer.** Avec la perte de nombreux élus en 2015, et leur disparition dans plusieurs régions, **dans une vaste partie du pays il n'y a plus de réflexion collective, ni sur les dossiers régionaux, ni sur les politiques mises en œuvre dans les Conseils Régionaux.**

Nos 28 conseillers régionaux **PCF** sont aujourd'hui répartis dans 5 régions sur 12 métropolitaines, 3 de droite, 2 de « gauche » : Occitanie et Bretagne, où nos élus font partie des exécutifs.

Dans 7 régions, nous n'avons plus de contacts avec l'institution régionale.

Il n'y a pas eu de mutualisation des expériences de nos élus régionaux, qui n'ont jamais été réunis depuis leur élection en 2015, pas même par l'Anecr.

De plus, les dernières régionales ne se sont pas très bien passées globalement, dans le rapport de forces gauche/droite, puisque la gauche a perdu 6 régions, mais aussi en interne au parti, dans un certain nombre de régions, faute de consensus sur les stratégies électorales. Je ne développe pas, mais il y a du lourd entre certaines fédérations, entre des élus, entre des élus et le parti....

Du coup, c'est comme si, une fois passées ces élections à problèmes, on s'était dépêché d'oublier l'existence des régions..., sauf que ces élections ont laissé des traces.

Si je résume : aucun travail collectif partagé sur les enjeux régionaux, absence d'organisation régionale dans un certain nombre de régions, et une histoire lourde de tensions, tel est l'état de notre parti à l'avant-veille de ces élections. Si nous repartions frontalement sur les aspects purement électoraux, candidatures, chefs de file, stratégies de rassemblement, nous prendrions le risque de rouvrir des plaies non cicatrisées et de rencontrer des difficultés : difficultés pour réunir les communistes sur un consensus stratégique, d'autant que les

configurations à géométrie variable des municipales, mais difficulté plus fondamentale pour le parti d'avoir un message politique fort en région: quel projet, en phase avec les luttes nombreuses qui ont eu lieu sur les transports, la santé, l'emploi, la désertification des territoires en services publics. Comment contrer le projet politique qui est derrière ce remodelage territorial, exigé par le capital, pour faire sa sélection des territoires et « son marché » sur leurs ressources. Quel positionnement institutionnel par rapport à la métropolisation, à la fusion des régions ?

Il y a urgence à nous emparer de ces contenus, à nous organiser pour produire une activité politique digne de ce nom à l'échelle régionale. C'est d'ailleurs par cette démarche qu'émergeront les candidatures, voire des chefs de file qui feront consensus entre les départements.

La semaine dernière, un **groupe de travail national a été créé, le groupe régions, appelé à perdurer après les élections**, constitué, sur la base du volontariat, par les élus régionaux et les référents régionaux, ouvert à tous les camarades intéressés par la question régionale et/ou animant des comités régionaux.

Ses objectifs :

- Mutualiser la connaissance acquise par les élus dans l'analyse des politiques régionales.
- Aider à la construction d'axes prioritaires pour les projets régionaux à proposer aux prochaines élections régionales.
- Réfléchir collectivement et échanger sur les expériences de structuration régionale du parti pour être en capacité d'assurer notre présence politique à ce niveau décisionnel important.

Ses premières décisions

- **Produire pour le mois de mai quelques textes de référence**, des élus se sont proposés, pour alimenter les conférences régionales et la convention nationale du mois de juin, sur les domaines de compétence des régions : transports, aménagement du territoire, formation-éducatifs- université, développement économique / transition écologique, solidarité-logement, etc.
- Doter rapidement le groupe « régions » d'une plate-forme numérique interactive, avec l'aide de Yann Le Pollotec, ainsi qu'un site utilisable dans chaque région, sur le modèle des sites actuels des fédérations.
- Organiser dans chaque région, après les élections municipales, une réunion des référents régionaux avec les SD pour faire la synthèse régionale des résultats des municipales et évaluer les rapports de force qui en sont issus.

Sa prochaine réunion aura lieu le lundi 4 mai, le matin, place du colonel Fabien.

Pour conclure, j'ai la conviction que dans l'état où nous sommes en région, si l'on veut se donner les moyens d'une ambition politique de reconquête de nos positions électorales, et de reconquête à gauche des régions, il est indispensable et urgent d'associer étroitement à la question électorale **une aide nationale à l'élaboration des axes principaux des projets régionaux, et à la mise sur pied d'une organisation régionale.**

20 Amadou Deme – Essonne

Les élections municipales de mars 2020 sont un enjeu essentiel pour nous. Empêcher le président Macron de se doter de points d'appuis dans les communes, pour favoriser l'application de sa politique. A 43 jours du premier tour de l'élection municipale, et c'est doute la dernière réunion du CN avant cette échéance, c'est essentiel, comme Fabien l'a rappelé dans son introduction, que nous prenions le temps nécessaire, pour échanger de l'enjeu de scrutin pour nos concitoyens, pour la force communiste qui a aujourd'hui près de 7000 élus. A l'issue des élections municipales, des dizaines de milliers de candidats progressistes non encartés seront élus et, pour beaucoup d'entre eux, pour la première fois ; au-delà de notre réflexion sur l'ANECR et nos ADECR et des efforts conséquents à fournir

pour mieux accompagner tous ces élus, nous devons mettre en place des structures adéquates à côtés de nos ADECR pour travailler avec les élus de gauche encartés dans aucun parti. Cela nous engagerait aussi à mieux anticiper les prochaines échéances départementales et régionales ; gardons-nous en effet l'écueil malheureusement bien connu de n'envisager qu'une élection l'une après l'autre. Les sénatoriales pourraient être une occasion de faire élire plus d'élus communistes et ou proches. Nous devons également poursuivre notre réflexion sur le fonctionnement des travaux du CN, les successions d'interventions sans cohérence avec les enjeux du moment...qui nous amène parfois à nous poser la question d'une dilution du sens de nos travaux.

21 Viviane Debarges – Drôme

Question de l'unité syndicale en lien avec la journée d'action inter-syndicale dans la santé du 14 février 2020 où le collectif inter-hôpitaux, la CFDT, etc ont refusé d'y associer la question de la nécessaire bagarre contre la contre-réforme des retraites. FO s'est donc retirée de cet appel et celui-ci passe mal à la CGT. On voit bien que se pose à tous la question de l'unité, l'unité oui mais pas à n'importe quel prix. Sur les municipales, regret de ne pas avoir eu un temps sur l'analyse de cette élection en lien avec la période dans laquelle nous sommes et l'austérité imposée aux communes et qui semble bien que cela va s'aggraver. Gérerions-nous mieux la pénurie que les autres ? Demande de faire visiter le site aux nouveaux et nouvelles élu.e.s, ce serait une bonne idée !

22 Jacques Maréchal – Moselle

Le mouvement social n'annule pas la crise de légitimité des partis politiques. En Moselle, la lutte contre Amazon a montré que de larges rassemblements sont possibles autour de contenus élaborés en commun. Amazon est un contre-modèle pour les communistes. En Moselle la gauche est affaiblie, nos partenaires sont affaiblis ou absents. Le rassemblement est très difficile dans ces conditions. Dans plusieurs villes il n'y aura pas de liste de gauche. Nous avons besoin de regarder comment on peut dépasser cette situation. Dans ce contexte, le parti, comme outil politique, a un rôle essentiel de rassemblement, de constructeur d'initiative. Nous faisons des adhésions, cela nous donne des possibilités pour les accueillir et leur créer un espace à la hauteur de leurs attentes. Au moment où les partis politiques sont en recul voire en difficulté, notre conseil national doit consacrer une session pour faire non seulement un état des lieux mais surtout pour échanger, mutualiser et enrichir la vie collective et démocratique des communistes, levier essentiel de leurs engagements.

23 Danielle Trannoy – Gironde

Mon intervention commencera par deux questions.

Questions que je me permets de poser après avoir lu attentivement les comptes-rendus du dernier CEN du 13 janvier. Je tiens à souligner que ces notes me sont très utiles pour travailler la transmission, en tant que membre du CN, auprès des camarades des sections qui nous questionnent sur l'activité du CN.

La première, concerne les entreprises (Igor Zamichiei) ; la deuxième, l'écriture d'un manifeste (Christian Picquet). Pourquoi n'apparaissent-elles pas liées à notre projet politique, à construire ?

J'ai été étonnée de lire qu'une convention sur les entreprises était prévue pour le dernier trimestre 2020. Pourquoi présenter cette démarche si loin notre plan de travail alors que de nombreuses entreprises et que le monde du travail sont en mouvement pour dénoncer la

rupture du contrat social que représente le projet de réforme du droit à la retraite et le vol des richesses produites par le travail des salariés

N'y aurait-il pas urgence à **concrétiser le premier travail de la « commission entreprises »** et de se saisir de toutes les luttes. Nous avons de nombreux exemples où les salariés « jettent leurs outils de travail ». Ils posent catégorie par catégorie qu'ils n'en peuvent plus du détournement des richesses produites, du sens de leur travail bafoué, de la casse des métiers, des codes déontologiques déstructuré ; les entreprises et la production sont détruites systématiquement... La violence du capitalisme est telle que les salariés meurent sur leurs lieux de travail, que les gilets jaunes sont systématiquement gravement blessés et/ou mis en prison. La dictature de la monnaie, des directives européennes renforce le carcan économique, politique de l'UE que nous devons dénoncer et rejeter.

Les luttes s'amplifient et viennent de loin comme le faisait remarquer Fabien Roussel. Le mouvement risque de s'approfondir et il est urgent et impératif de le **mettre en perspective un projet politique en construction**. Ce n'est pas parce que nous sommes affaiblis en termes d'organisation que nous ne devons pas réfléchir, renforcer l'espoir d'un autre modèle de société. Les luttes de classe prennent diverses formes.

Très souvent, nous entendons : « **Macron fera ce qu'il voudra... ce gouvernement ira jusqu'au bout...** ». J'ai entendu un avocat affirmer que « **la démocratie sociale est bafouée** » face aux constats.

Puisqu'aucun engagement tenu en réunions avec les membres des ministères n'est respecté !!! Que signifie ce dialogue de sourds ? Il nous interpelle et rappelle Thatcher qui laissait mourir les mineurs.... Après le coup d'Etat au Chili en 1973 pour imposer l'ultralibéralisme nécessaire au redéploiement du capitalisme.

Ne sommes-nous pas devant une forme de dictature, d'un système antidémocratique, d'une classe dominante qui ne lâchera sans mettre en place un système encore plus autoritaire pour continuer à servir ses intérêts de possédants ?

Personnellement, je regrette de ne pas avoir suffisamment de **connaissances théoriques de Marx**, mais il me semble que les conflits travaillent en profondeur toute les structures de la société française, à la recherche d'une issue politique. **Qu'une nouvelle conscience de classe** traverse différents milieux professionnels mais aussi de nouvelles catégories sociales (avocats, juristes, enseignants, artistes, intellectuels, médecins...).

Il serait dangereux que nous laissions le champ libre sur le plan idéologique. C'était le sens du propos **lors du CN des 23 et 24 novembre 2019, de notre secrétaire national qui rappelait notre responsabilité collective un an après le 38^e congrès à renforcer notre combat idéologique, la conscience de classe et notre organisation pour le long terme.**

Ma deuxième question porte sur le Manifeste à écrire (rapport CEN 13 01 2020). Pourquoi depuis plus d'un an, nous n'avons mis sur la table aucune des questions que le texte du Congrès posait avec réalisme et non démenties par l'évolution de la crise du capitalisme tant sur le plan national qu'international.

Si je me souviens, le titre du document du 38^e congrès est « Pour un manifeste du Parti Communiste du XIX^e siècle ». Alors pourquoi réécrire un nouveau manifeste ? Ai-je bien compris ?

Il me semble que le texte du 38^e congrès, largement voté a été peu ou très mal diffusé dans les sections et fédérations. Un document qui permettrait une réelle appropriation par les communistes me semble indispensable comme le faisait remarquer Christian Picquet dans son exposé.

Peut-être que pour certains, ce congrès ne comptait pas ? Ne faisons pas comme en 2005 où le vote majoritaire a été spolié, volé ! Les communistes risquent de nous le faire savoir !!!

Nous avons tant de questions de fond à travailler concrètement ! La situation est très grave mais aussi porteuse de possibles. Les propositions du PCF pour la retraite sont aussi un projet

de société ; pour la santé ; pour la réappropriation des moyens de production ; pour la vie démocratique et les communes.... font toutes « Projet de société ».

A noter : mon texte écrit est plus complet que mon exposé oral que je voulais plus synthétique. Il a été interrompu par deux injonctions à accélérer à terminer... Ce qui m'a été fort désagréable ! D'autant que le nombre des inscrits ne l'imposait pas.

24 Hadrien Bortot – Paris

Cher.e.s camarades,

Je crois qu'effectivement la question essentielle que nous devons nous poser est celle du débouché politique. Notre organisation dysfonctionne et si nous n'arrivons pas à ouvrir cette perspective ce n'est pas parce que les militant.e.s ne feraient pas ce qu'il faut. Ils sont exemplaires dans leur travail politique quotidien en campagne comme sur les piquets de grève. Je crois aussi que nos parlementaires sauront être exemplaires à l'assemblée. Mais il manque une étape, un lien entre la base et les élu.e.s nationaux et ce lien c'est justement nous la direction le CN et le CEN. Arrêtons de dire que tout aurait été bien fait! Et que problème vient du fait que les camarades ne vont pas assez devant les entreprises. La mobilisation et le travail de la direction qui ne sont pas à la hauteur. Comment expliquer que depuis le début du mouvement il y a 8 semaines le CEN ne se soit réunis que 2 fois ? Que peut on produire ainsi ? Pour permettre de donner un débouché politique à ce puissant mouvement social, la question sociale ne suffit pas. Pour ouvrir un débouché politique il faut partir de ce qui polarise aujourd'hui politique et de ce qui mobilise les citoyens. Un débouché politique c'est un horizon qu'on ouvre pour des millions de personnes. Je vois trois sujets qui permettront d'ouvrir une telle perspective répondre à la question écologique : comment lutter contre l'effondrement de notre écosystème ? Répondre à la question démocratique : Comment éviter le péril fasciste et Le Pen ? Répondre à la question social : Comment permettre de se remettre dans une nouvelle phase de conquête social ? Ce n'est qu'en créant les conditions d'une réponse à court terme (dans le mouvement), à moyen terme (les élections intermédiaires) et à long terme (l'élection présidentielle) qu'un débouché politique peut s'ouvrir. Cela ne passe pas par ressusciter une union de la gauche moribonde cela nécessite de faire du neuf. Il nous faut inclure dans nos dynamiques celles et ceux qui attendent ces réponses, des gilets jaunes aux manifestant.e.s pour le climat. La CGT a compris cet enjeu et les manifestations sont à l'image du rassemblement à créer pour ouvrir une perspective politique, nos maires et nos candidat.e.s font très souvent ce même effort pour ces municipales. Il est temps nationalement de répondre à ce défi. Ouvrir une perspective politique c'est d'abord rassembler pour construire un arc de force puissant ce n'est pas à chaque occasion plaider pour une candidature communiste en 2022.

25 Nathalie Marchand – Somme

A partir de l'analyse de remettre la gauche dans l'échiquier politique, je me suis trouvée à prendre une décision, face aux demandes de plus de 250 personnes de ma ville, désirant que je conduise une liste de large rassemblement de la gauche. Ainsi, une gauche unie pour conquérir la ville, une gauche diversifiée et citoyenne intégrant : le PCF, le PS, les Verts, PRG, GS, des militants syndicalistes, associatifs et des gilets jaunes. Une liste au service de la population et des associations de la ville, un projet ambitieux, créatif et maîtrisé. Une gauche progressiste et une équipe de rassemblement large. Voilà, le cahier de l'espoir que propose notre liste qui est alimenté par le recensement des doléances recueillies dans notre questionnaire, ainsi nous sommes dans une démarche de co-construction, face aux préoccupations quotidiennes pour améliorer la vie de nos concitoyens, le cadre de vie de nos enfants et de nos aînés. Ainsi, un engagement fort des candidats qui veulent voir leur ville rester à gauche, face aux adversaires sans étiquettes « LREM/Dte », RN et maintenant de

l'extrême gauche qui parlent de rassemblement au 2^e tour pour battre notre liste de rassemblement. Cela pose le problème idéologique et éthique sur ces listes capables de se rassembler pour éliminer les communistes et la gauche. Pour nous, l'unité est nécessaire, le travail de terrain aussi pour faire du « COMMUN ».

26 Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

Bien mesurer la gravité de la situation : forte polarisation sociale, réhabilitation des clivages de classe et donc du clivage gauche/droite. Forte crise de légitimité du pouvoir et de Macron. La question démocratique est de plus en plus directement posée dans le mouvement social (comme l'a fait, très vite, le mouvement Gilets jaunes). Pourquoi ne cèdent-ils pas ? Il y a une prise de conscience sur la nature profonde du pouvoir (au service direct des intérêts de la bourgeoisie et de la finance, avec un objectif politique : laminer ce qu'il reste du mouvement ouvrier organisé). Mais le pouvoir est fort de la grande faiblesse de la gauche, de l'absence de débouché politique. La question de la réponse politique est donc fondamentale : une réponse qui pose la question du pouvoir. Attention, elle ne doit pas apparaître comme dépossédant le mouvement social de sa puissance et de sa capacité d'initiative. Mais on voit bien les difficultés du mouvement à généraliser la grève et à porter l'affrontement à un niveau qui permette une victoire franche et pose la question du pouvoir. De ce point de vue, l'action du PCF depuis décembre est positive : soutien actif, propositions propres du parti et construction d'une plateforme commune avec les autres forces de gauche. Ce dernier point est fondamental, nous devons populariser cette plateforme parce qu'elle dessine la perspective d'une réponse politique unitaire à gauche (qui renforce en même temps notre capacité à populariser nos propres propositions, qui renforce notre visibilité, là où JL Mélenchon cherche encore à apparaître comme la seule incarnation de l'alternative, dans la perspective de 2022). Attention à ne pas tomber dans le piège de la présidentielle de 2022 comme seule réponse politique possible. Ce n'est pas anodin de voir M. Le Pen annoncer sa candidature en plein conflit social. La bataille pour un référendum est une bonne piste intermédiaire. Les municipales doivent être l'occasion d'infliger une lourde défaite à Macron, nous devons travailler à cet objectif en rassemblant partout où c'est possible les forces citoyennes, de gauche et écologistes autour de programmes municipaux ambitieux, porteurs d'éléments de rupture avec la logique libérale. En cas de lourde défaite de Macron et de poussée à gauche là où elle aura su se rassembler, la question de la dissolution de l'Assemblée nationale (en crise de légitimité comme Macron) et d'une offre pour une majorité alternative de gauche et écologiste pourra être posée comme une des réponses possibles (avec prudence bien sûr, en l'état des rapports de forces aujourd'hui).

27 Mail Nathalie René – Rhône *(non communiquée)*

28 – Jean-Pierre Meyer – Var

Bien que cela ne semble pas une originalité, la situation du Var au regard des prochaines élections municipales est faite de contrastes et de paradoxes. Des contrastes, car les réalités politiques sont très diverses d'une commune à une autre, tant l'affaiblissement des forces organisées à gauche est bien réel, mais que cela touche aussi d'une certaine façon les forces de droite. Le Rassemblement National quant à lui, faisant le choix délibéré d'être absent dans des communes où il avait et a encore une présence, préférant rassembler ses énergies militantes dans des communes qu'il considère pouvoir gagner, ou y réaliser un important score. De paradoxes, parce qu'il est un nombre non négligeable de communes où nous pourrions en toute vraisemblance gagner des élus communistes, mais qu'à cause de notre propre affaiblissement nous rencontrons des difficultés à avoir des candidatures communistes

en position d'éligibilité, alors que rien ne s'y oppose ! Et cela y compris, lorsqu'on arrive, très souvent à notre seule initiative et sur la base de vrais contenus progressistes, à créer une dynamique de liste de large rassemblement. Là aussi, l'affaiblissement d'autres éventuels partenaires de gauche constitue un handicap bien réel. Nous le voyons, les conséquences des stratégies passées ont laissé des traces, elles qui ont souvent cherché le rassemblement à tous prix. Il est clair qu'additionner des faiblesses ne fait jamais une force ! C'est là qu'il est impératif de faire vivre les résolutions de notre 38^{ème} congrès et de redonner prioritairement à notre Parti la force et la place qui lui reviennent. En ce sens, le travail effectué sur le dossier retraite constitue une excellente leçon de choses. Il faut qu'elle soit bien expliquée et bien comprise. Le Parti et nos parlementaires ont défini et sont porteurs d'un projet de retraite progressiste. Il faut le populariser, il est la démonstration de ce dont les communistes sont porteurs. Dans le même temps, nous cherchons les rassemblements utiles pour faire avancer les idées dont nous sommes porteurs, c'est comme cela qu'un projet unitaire de gauche a vu le jour, permettant d'être plus nombreux à démontrer que le projet Macron n'est pas la seule alternative. Mais, le projet commun n'est pas le « clone » de notre projet, il a subi les effets de la recherche du compromis acceptable. Qu'à cela ne tienne, nous avons en main ces deux outils qui permettent de mieux faire comprendre les limites du rassemblement, même si celui-ci est nécessaire. Il nous faut travailler l'opinion pour que les propositions du Parti pèsent plus lourd, pour plus et mieux influencer le contenu d'un accord commun. Nous sommes au cœur de la bataille d'idées. Au cœur du projet de société dont nous sommes porteurs. Et c'est parce que nous sommes porteurs d'un projet radical de changement de société, trop méconnu de l'opinion publique, que dès à présent il nous faut nous positionner pour une candidature PCF à la prochaine élection présidentielle. Il n'est pas trop tôt !

29 Maryse Montangon – Gironde

Il a été mentionné lors de ce CN que la mobilisation des hospitaliers n'était pas au niveau. Il faut bien voir que celle-ci est moins visible que dans d'autres secteurs car les personnels des hôpitaux, déjà en nombre insuffisant, sont systématiquement assignés à leur poste de travail ou quittent l'hôpital public, n'en pouvant plus de leur conditions de travail, Pour autant même si la mobilisation n'est pas visible elle est partout présente dans nos hôpitaux publics, les agents présents.es sur leur poste mais arborant des brassards ou des blouses « en grève », Et que dire de la démarche inédite des 1200 médecins hospitaliers qui ont démissionné de leur fonctions administratives même si on peut regretter le manque de liens entre médecins et soignants. La commission nationale santé et protection sociale, envisage d'envoyer une lettre ouverte à ces médecins qui se battent pour le service public, Le 14 février va être une journée de mobilisation pour l'hôpital public, L'intersyndicale n'est pas d'accord pour lier retraites et hôpital public, pourtant c'est le même combat et le même financement. C'est bien une bataille politique autour de la Sécurité Sociale, son effacement et son mode de financement sur les richesses produites par le travail ; c'est un enjeu de société. Un tract du PCF sur cette bataille politique est prévu pour cette journée de mobilisation. Un argumentaire plus destiné à nos militants.es sera mis à disposition dans le Globule Rouge et sur le site du Parti, Quant à la bataille des retraites, on peut se réjouir de la prochaine réunion du collectif retraite du PCF le 3 février qui envisage un décryptage du projet de loi et de l'étude d'impact. Il serait cependant opportun, nous semble-t-il à la commission santé et protection sociale, d'avoir également une vision globale de tous les contre-projets , celui porté par nos parlementaires PCF, celui de la plateforme unitaire des forces de gauche et y compris celui de la FI, Nos camarades ont besoin de clarté, et je rejoins Frédéric Boccara dans son appel à outiller les communistes, à débattre partout où c'est possible autour de nos projets de loi parlementaires et de l'appel du 17/12/2019 réunissant les formations syndicales.

30 Pierre Laurent – Paris

Je souhaite réagir, suite à plusieurs interventions, sur la question de la place des citoyen·ne·s, aux côtés des forces politiques, dans les constructions politiques. C'est aujourd'hui une question politique majeure, que nous aurons à traiter de façon durable, et pas seulement en terme de "dosage" ou de « témoignage » sur nos listes par exemple . Nous devons apporter une réponse au décalage criant entre une société et des citoyen·ne·s qui se mobilisent, interrogent la politique sur les grands sujets, mais se heurtent à des forces politiques de gauche qui ne sont pas à la hauteur des attentes. La décomposition-recomposition des forces de gauche est loin en effet d'être achevée. Il en résulte un paysage non stabilisé, avec des forces dont l'identité politique n'est pas définie, et pour beaucoup de citoyens un grand décalage entre cet état de la gauche et leurs aspirations, leurs luttes, leurs attentes. Dans ces conditions, la place des citoyen·ne·s engagé·e·s dans les mobilisations, dans les constructions politiques ou électorales devient une des clés de la réussite. La question posée , pour reconstruire de l'espoir, autrement dit des coalitions d'idées, de luttes, d'engagements, assez fortes pour gagner, c'est de faire à nouveau entrer en politique des pans entiers de la société, des nouvelles générations de militants et d'acteurs citoyens. A la RATP, une nouvelle génération vient d'entrer dans le combat de classe par la lutte, car la moitié des salarié·e·s sont arrivé·e·s depuis 2010 dans la boîte. La politisation de pans entiers de la société est en train de s'accélérer dans un paysage politique en pleine confusion. De cette contradiction, il faut en faire une richesse pour reconstruire de nouvelles perspectives. Nous avons des choses à inventer dans la durée .

Vendredi (toute la journée)

31 Jeff Habimana – Eure-et-Loir

1) Face à l'incertitude d'avenir causé par la mondialisation, les peuples de certains Etats s'enferment dans le repli identitaire par rejet de la mondialisation. Cela alimente les sentiments divers : xénophobie, haine de l'autre, racisme, etc. 2) Le concept « Immigration » est inapproprié pour désigner la problématique de mouvement massif des populations du Sud vers le Nord ou déplacement Sud-Sud. La vraie problématique est celle d'exode. C'est seulement lorsqu'on aura cerné la question que nous pouvons avancer des réponses appropriées. La cause principale de l'exode, c'est la guerre. Il faudrait que le Parti dénonce les trafiquants d'armes avec des actions concrètes, médiatiser leur nom pour que la société soit au courant de leur acte ignoble.

32 Mail Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis (non communiquée)

33 Denis Durand – Paris

Les rencontres internationales sur la mondialisation économique, « Que faire face à la mondialisation capitaliste ? Quelle révolution pour un monde de coopération et de partage ? » auront lieu les 7 et 8 février prochains au siège du PCF. Cette initiative a été décidée au conseil national de septembre dernier : le rapport introductif notait que nous avons besoin de nous armer idéologiquement et politiquement pour être à la hauteur de ce qui apparaît comme une crise de la mondialisation, avec la montée des tensions financières, avec le chômage, le sous-emploi, l'insuffisance massive de qualifications, la précarité généralisée, avec la crise écologique, mais aussi, désormais, avec la véritable « guerre commerciale » déclenchée par Donald Trump. Nous avons besoin de comprendre ce qui se joue, comment les données objectives ont bougé, mais aussi de formuler nos propositions en les insérant dans le débat, en travaillant à un nouvel internationalisme, un nouveau mode d'intervention et de relations internationales pour des luttes communes, sur des revendications communes. « C'est décisif,

si nous ne voulons pas laisser aux capitalistes eux-mêmes le terrain de la critique du système et des solutions politiques. Mais également pour pousser le débat à gauche avec tous ceux qui affirment vouloir dépasser le système actuel », notait le rapport introductif au CN. Ces rencontres peuvent être un moment de formation et d'échanges théoriques. En phase avec notre texte de congrès, elles visent aussi à contribuer à notre décision de « relever le défi de la mondialisation capitaliste » dans sa dimension économique. Elles réuniront des économistes et des responsables politiques venus de tous les continents, et de nombreux syndicalistes. Les débats seront centrés sur deux questions majeures : les multinationales, et la recherche d'une alternative à l'hégémonie du dollar avec une monnaie commune mondiale. Une nouvelle phase de la mondialisation se cherche. Elle est porteuse de dangers extrêmes comme de potentialités progressistes, avec des aspirations inédites vers un monde de coopération et de partage commun à toute l'humanité, ainsi qu'avec le poids acquis désormais par les pays émergents où vit la majorité de l'humanité, dont la Chine sortie de la misère. Face à cette crise, nous récusons la fuite en avant dans le globalisme ultra-libéral, tout comme une prétendue « démondialisation » ou un repli national. Mais l'option de s'en tenir à une simple limitation de la mondialisation n'apparaît pas à la hauteur des défis. Nous pensons qu'il faut travailler les voies d'un changement de logique. Ce qui est cause, c'est l'envenimement impérialiste qui prend le pas sur le processus possible d'unification. Ce sont les buts sociaux du capital qui pilotent la mondialisation actuelle, comme ses modalités, ses règles et la nature des acteurs qui la dominent. Nous voulons révolutionner la mondialisation, mettre en cause radicalement sa logique capitaliste et impérialiste, et avancer vers un monde de coopérations, de partage, de développement des biens communs et de l'emploi pour toute l'humanité. Les 7 et 8 février, nous travaillerons au diagnostic de la mondialisation actuelle, en cherchant à avancer vers une grille d'analyse commune ancrée sur un échange entre nous des analyses théoriques. Mais il nous apparaît aussi nécessaire d'identifier de grandes propositions et lignes de batailles communes, voire de chercher à s'organiser en ce sens. Articulant nos différences et nos soucis communs, quelques grandes revendications politiques pourraient être portées en commun. Tout particulièrement celle d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar et celles portant sur les multinationales. Cela inclut la question des alternatives aux traités internationaux actuels de libre-échange ou celle des institutions (refonte du FMI et des autres organisations internationales). Cela inclut, bien sûr, le rôle de l'Europe, la question de l'Union européenne, de ses règles et instruments, tout particulièrement l'enjeu majeur de l'euro et de la Banque centrale européenne.

Voici un aperçu du déroulement des rencontres :

Vendredi soir, débat sur le diagnostic avec les invités étrangers ;

Samedi dans la matinée et en début d'après-midi, débat sur les propositions, avec quatre tables rondes, les deux premières centrées sur la problématique des multinationales, les deux suivantes sur la question des instruments monétaires et financiers de coopérations ;

Samedi après-midi, débat sur un nouveau rôle de l'Europe et une autre construction européenne pour changer la mondialisation, puis séance de conclusions sur les batailles communes à engager.

On peut s'inscrire sur le site du PCF à l'adresse

https://www.pcf.fr/que_faire_face_la_mondialisation_capitaliste

Tous nos remerciements aux membres du groupe de préparation de la rencontre, constitué du secrétariat de la commission économique et de nombreux camarades, dont Charlotte Balavoine, Fabienne Lefebvre, Vincent Boulet, Yann Le Pollotec, Yann Henzel, Bruno Odent, Gaël De Santis.

34 Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

J'apprécie ce temps d'échanges. Je remercie Lydia pour son rapport et l'ensemble de la

commission pour le document fourni qui est très argumenté et complet qui prend en compte toutes les dimensions. Il faut le porter à la connaissance et organiser des moments d'échanges et débats dans nos sections, nos fédérations car beaucoup de camarades manquent de repères. Beaucoup de camarades à Nanterre sont investis sur les questions internationales. Nous prenons des initiatives (récemment soutien au mouvement algérien, ce week-end 6 h pour la Palestine). Les choses bougent vite au niveau international. On a besoin d'analyses régulières. Ce qui est fait. Ce qui permet une grande réactivité de notre parti sur tous les sujets. Ce qui est apprécié par les camarades. C'est important aussi pour leur propre réflexion et la tenue de leurs initiatives. La proposition d'avoir un document annuel est une bonne idée. Une question qui me tient à coeur : la paix. J'ai apprécié le colloque qui a été organisé ainsi que les propositions faites. L'humain et la planète d'abord implique que pour nous la paix est un combat fondamental.

35 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

L'initiative sur la Mondialisation qui se déroulera le week-end prochain est une initiative du parti et non de la seule commission économique, contrairement à ce que Lydia a dit. Son principe a été décidé au CN de septembre. Elle a fait l'objet d'un rapport de ma part en CEN, en décembre, en tant que responsable « globalisation économique ». En outre, sont associés depuis le début à sa préparation plusieurs membres du secteur international.

1- Nouvel internationalisme, nouvelles multinationales, gravité et potentiels du défi radical

Il nous faut développer, comme le dit le congrès, un « nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste » (chapitre 4 du texte adopté au 38^{ème} congrès). Cela veut dire développer non seulement la solidarité « traditionnelle » mais aussi des combats communs, précis et radicaux. Il faut analyser la nouvelle situation : sa nouveauté, sa gravité évidente, et ses potentiels. Sa nouveauté, structurellement ce sont les nouvelles multinationales et un nouvel impérialisme. Conjoncturellement, c'est la nouvelle phase de guerre économique enclenchée par Trump. Elle est fondamentale, en lien avec le défi posé par la Chine et son le nouveau rôle international économique de fait. Il faut traiter cela dès le début, et non l'enfermer à la fin comme le fait le rapport. Car il y a une crise dans la mondialisation et une nouvelle phase se cherche. L'égoïsme du gouvernement états-unien apparaît flagrant, par contraste avec un monde dont les institutions capitalistes pouvaient, pour certains, sembler coopératives. Le dilemme coopération domination commence à apparaître clairement, et d'une certaine façon la « charge de la preuve » se retourne vers nous : une demande d'une logique coopérative. Est-elle possible ? Comment D'autant plus que les défis mondiaux sont immenses, à commencer par le défi écologique. C'est un défi comme une opportunité pleine de potentiels. La grande question c'est donc les institutions et les règles pour une autre mondialisation. Il faut insister sur cette bataille. Question très minorée dans le rapport. En particulier l'énorme enjeu ONU/FMI ! Le FMI étant totalement indépendant de l'ONU et contrôlé par les Etats-Unis. Et l'enjeu du dollar !

Toutes ces questions me conduisent à m'interroger sur le statut de ce rapport, que je vois plutôt comme une note de travail.

2- Le défi des multinationales actuelles

Le monde est très profondément structuré par les multinationales. Or, avec la révolution informationnelle, ce sont des multinationales d'un nouveau type. Le rapport devrait s'arrêter dessus. Il faut utiliser, ou récuser sinon, l'analyse marxiste que nous avons développée. Nous en avons discuté en CEN. Très synthétiquement : nous n'avons plus seulement affaire à des multinationales prédatrices, ni même à des multinationales qui produisent la même chose en plusieurs endroits. Nous avons affaire à des multinationales qui co-produisent de façon transversale aux différents pays. Elles partagent les ressources (savoirs, compétences, finance)

pour co-produire, tout particulièrement les informations. Ainsi les informations qu'elles ont élaborées (R&D, ..) et utilisent pour produire sont partagées à un coût quasi-nul. Ce qui permet une baisse des coûts, étalés dans de gigantesques ensembles. Ce pourrait être la voie d'une nouvelle efficacité. Mais d'une part comme tout cela se fait au service de la rentabilité et par rachats financiers ultra-coûteux, c'est pour une part stérilisé et générateur d'une suraccumulation formidable. Cela pèse finalement sur l'efficacité d'ensemble. D'autre part, ces multinationales sont des outils de transferts financiers pour le capital, qui, outre l'évasion fiscale avec ses conséquences, renforcent à fond le dollar. Bref, les multinationales remplissent une fonction nécessaire, mais sous une forme perverse, un réseau de capital financier cherchant la rentabilité maximale. La question d'une autre logique va de pair avec la recherche d'autres formes. Ainsi, j'ai un désaccord sur l'idée émise dans le rapport qu'il ne faudrait pas de nationalisations ! Il faut plutôt insister sur l'idée de « multi-nationalisations », co-nationalisations, de nouveaux types d'accords dans des ensembles internationaux, dont une partie pourrait être publique. Mais aussi sur la nationalisation de multinationales toutes entières. Bref la recherche de formes publiques et sociales permettant de développer une logique opposée à celle de la rentabilité. Il faut travailler la notion de « communs », bien trop séparée ici des services publics ! Il faut des services publics coopérant entre eux au niveau international et mondial. Cela renvoie à trois types de propositions : les pouvoirs des travailleurs de différents pays sur la gestion des entreprises multinationales, les institutions publiques, le besoin – à la place des Tafta, Ceta, etc. – de traités de maîtrise des échanges internationaux et des investissements visant le développement des biens communs et de l'emploi dans les différents pays, et enfin des accords non capitalistiques (type GIE) entre entreprises pour coopérer. Cela monte dans plusieurs batailles syndicales, voire citoyennes, qu'il nous faut analyser, à commencer par celle d'Alstom ou celle de General Electric, ou chez Airbus.

3- Un monde multipolaire ?

Le rapport soutient la thèse d'un monde multi-polaire. Je ne partage pas cette analyse. Nous souhaitons un monde multipolaire, et la question en est posée. Cela oui. C'est un enjeu. Mais ce n'est pas fait. Loin de là. La tendance unipolaire est forte. Et la politique menée par l'Administration Trump est là pour nous le rappeler. La dimension impériale et impérialiste des Etats-Unis et des multinationales s'envenime en même temps que cet impérialisme lui-même connaît une crise nouvelle.

Ne pas choisir son camp, dit le rapport ? Je ne partage pas cette idée ! Au contraire, le choix d'un camp dans le monde se pose plus que jamais le capital financier *versus* l'humain et la planète, d'autre. Cela nous ouvre des opportunités qu'il nous faut travailler, d'autant plus que la conscience de cet affrontement et des institutions relais de celui-ci reste à progresser. A commencer par le rôle des banques centrales du monde entier, dont la Fed américaine et la BCE.

Le Dollar

Le dollar est fondamental dans l'architecture impérialiste mondiale : pour le financement impérial de l'avance informationnelle et militaire des Etats-Unis et des multinationales, pour l'évasion fiscale, dans le pompage des richesses qui renforce en retour sa domination. Face aux besoins énormes de mutualisation coopérative pour la transition écologique, comme pour les défis mondiaux de la santé ou de la pauvreté et des services publics, la question d'une monnaie commune internationale, alternative au dollar, posée à notre congrès est fondamentale. C'est une bataille qui peut unir l'ensemble des communistes et des forces progressistes et écologistes dans le monde.

Chine

Mettre en avant l'ambivalence et le potentiel, pour montrer l'affrontement qui se joue, y

compris en Chine, entre forces du capital financier - situées aussi à l'intérieur de la Chine avec d'énormes multinationales US ou chinoises – leur idéologie, leur logique et les forces du développement humain des peuples, de la paix et d'une démocratie nouvelle jusque dans les entreprises. La Chine est dans un processus de SRE, « Socialisme de rattrapage d'Etat », terme que nous opposons au CME « Capitalisme monopoliste d'Etat », dans une forme complexe faite d'imitation, avec cette immense NEP d'ouverture aux multinationales US, des éléments originaux forts, dont leur adaptabilité, et des compensations sociales étatiques d'en-haut avec des dimensions autoritaires qu'on ne peut ignorer. Elle se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins pour inventer certes.

Mais il faut mettre l'accent sur le potentiel nouveau à travailler que cela crée, les combats communs possibles pour un monde de coopération « win-win », une alternative au dollar. C'est quelque part la responsabilité de l'Europe, et donc de la France, de travailler ces potentiels formidables progressistes mondiaux.

Amérique Latine

Je ne veux pas entrer dans les détails. La situation est terrible et tant l'offensive réactionnaire, avec les USA à la manœuvre, que les forces populaires sont impressionnantes. Mais je crois que nous devrions éviter d'être unilatéraux. Insister sur l'analyse des expériences de gauche et leurs limites : marquées par un socialisme « de la répartition » et pas assez par un socialisme d'une nouvelle production avec une nouvelle efficacité, d'autres services publics.

L'Europe enfin

C'est avant tout un enjeu mondial. Ce n'est pas qu'un enjeu européen-européen. L'Europe peut parler à tous pour unifier. Et avec la terrible crise sociale, culturelle, économique, démocratique, qui la mine, la montée de forces clairement fascisantes il faut clairement combattre tous les nationalismes et afficher un cap fort. L'ennemi commun, ici aussi, c'est le grand capital financier et sa logique.

C'est pourquoi on ne peut pas se contenter de conclure sur la « limitation » des mouvements de capitaux ! Ou apporter de l'eau, comme le fait le rapport, à l'idée du « vert » chassant le social : par exemple notre proposition de « Fonds de développement social, écologique et solidaire », est rebaptisée de façon suiviste « Fonds vert » !

De même on ne peut pas traiter la BCE seulement dans un « tiret » d'une sous-partie. C'est une institution majeure du capitalisme financier, y compris comme supplétif du dollar. Les institutions, ce sont bien des grandes questions politiques de bataille de masse. Mettre cette question au bon niveau devrait aller de pair avec les deux autres sujets majeurs de bataille politique : que fait l'Europe contre la domination du monde par le dollar, la bataille fondamentale sur les traités d'échanges et d'investissement. C'est en effet un levier puissant d'action contre la logique du capital qui imprègne les multinationales : se battre pour des accords de maîtrise des investissements et des échanges internationaux ayant pour but le développement des biens communs et de l'emploi dans les différents pays, avec des pouvoirs précis de suivi des Etats, des travailleurs et de la société civile. Cela inclut bien sûr la question de l'évasion fiscale mais ne laisse pas les multinationales quitte pour autant : il ne suffit pas qu'elles payent leurs impôts, elles doivent aussi produire en faveur du bien commun et non contre la santé, l'environnement, l'emploi, les libertés, la culture, etc.

36 Grégory Géminel – Val-de-Marne

Un nouvel internationalisme vivant et nécessaire est en train d'éclore. Comment mesurer la profondeur du sillon creusé par cette jeunesse qui affirme : votre compétitivité, concurrence, mondialisation creuse nos tombes. Fin du mois et du monde ! Le document de travail est une bonne base (à voir les ordonnancements). L'enjeu est le partage avec les militants et les citoyens. A l'aune des municipales la sensibilité des jeunes, des gens des quartiers populaires à la question de la paix et de la non violence n'a pas disparu. Mais malgré la multitude

d'actions (villes, départements) la perte d'intensité du combat sur le désarmement, pour la paix et la non violence est une perte d'intensité. N'enchaînons plus les actions et moments en vase clos, sans y donner de la cohérence pour réaffirmer « Internationalisme et paix, nos fondements ».

37 Christian Picquet – Haute-Garonne

Je voudrais insister sur un point, qui n'est d'ailleurs pas sans rapport avec notre discussion précédente sur la France. Je crois que l'on peut dire qu'à l'échelle internationale aussi, nous arrivons à un point de bascule de la situation. La décennie qui s'ouvre se caractérise par au moins trois tendances lourdes. Première de ces tendances, nous assistons au retournement du cycle du néolibéralisme triomphant ouvert à la fin des années 1970-début des années 1980. Nous pouvons même dire que nous sommes en présence d'une crise majeure de la globalisation capitaliste, au sens où le modèle appuyé sur le tryptique financiarisation-dérégulation-libre-échange débouche à présent sur un chaos généralisé. Chaos généralisé avec un capitalisme financiarisé qui est entré dans une phase longue de crises à répétition, chacune s'avérant plus forte que la précédente, la prochaine secousse financière s'annonçant d'ores et déjà. Avec, aussi, la mise en déséquilibre des modes de domination des bourgeoisies dans un très grand nombre de nations, ce à quoi correspondent toutes ces crises politiques qui s'enchaînent et les impasses souvent dramatiques qui se généralisent avec le surgissement des particularismes régionalistes, des nationalismes ethniques, des extrêmes droites fascisantes ou de formations aventurières. Avec, enfin, ces états de convulsion qui caractérisent, sur la durée, une série de zones du globe, toutes les crises du système (économiques et financières, sociales, écologiques et climatiques...) s'emboîtant au point de provoquer des bouleversements aux retombées planétaires (comme l'intensification des mouvements migratoires...). C'est dans ce contexte, deuxième tendance lourde, que l'on assiste au rejet croissant, de la part des peuples, du modèle social et économiques qu'on leur a imposé au fil des décennies. Certes, les explosions populaires ne peuvent être comparées, selon qu'elles aient le Proche-Orient, l'Amérique latine, l'Asie ou l'Europe comme théâtres. Toutes n'en procèdent pas moins de la fin du cycle néolibéral. Troisième tendance lourde, tout cela débouche, de manière assez classique, sur une phase « chaude » de la redéfinition de rapports de force entre puissances, zones de la plantes et multinationales. Cela a pour facteur aggravant que l'impérialisme américain subit un déclin accéléré, qu'il s'efforce d'endiguer en faisant jouer ce qu'il conserve de suprématie aux plans politique, monétaire, et surtout militaire. La guerre s'inscrit donc à l'horizon de cette nouvelle donne mondiale. Symptomatique de cette nouvelle réalité, les doctrines de tous les gouvernements changent, et l'on passe très officiellement de discours exaltant le « *soft power* » à des discours justifiant l'entrée dans l'univers du « *hard power* ». Dans le même temps, toutes les puissances sont en train de se préparer à des conflits militaires de grande ampleur, ce qui se traduit par la relance de la course aux armements, l'Europe étant redevenue le théâtre d'implantation de missiles de portée intermédiaire pour la première fois depuis la crise des « euromissiles » au milieu des années 1980. Le grand problème de cette configuration au plus haut point instable est que les classes dominantes l'abordent sans vision de long terme. Elles se montrent en général conscientes du changement des paradigmes, mais elles ne savent gérer que sur le court terme leurs places contestées dans l'ordre international, des alliances internationales de plus en plus déstabilisées, des situations nationales de plus en plus explosives. C'est à l'aune d ces facteurs qu'il faut analyser les tendances « désintégratrices » que révèle la diplomatie française. D'un côté, le pouvoir macronien manifeste des velléités de retrouver une posture plus indépendante sur l'échiquier international et singulièrement en Europe (ce qui s'illustre lorsqu'il décrète l'Otan en état de « *mort cérébrale* »). Mais, de l'autre, la logique froide des rapports de force

le ramène en permanence à l'alignement atlantiste, avec d'autant plus de force que le courant néoconservateur s'est au fil du temps installé au Quai-d'Orsay. Que l'on soit confronté à de semblables défis pose un problème majeur au mouvement ouvrier. Pour la première fois à cette échelle, sa crise, son désarmement idéologique et son affaiblissement organisationnel le privent de réponse globale. Cela place le Parti communiste devant la nécessité d'aborder en même temps, dans son expression publique, les problèmes totalement imbriqués de l'alternative à la mondialisation capitaliste et à ses institutions, d'un nouveau système de sécurité collective et de la paix, de la coopération entre les peuples dans la perspective d'un nouvel internationalisme. En clair, nous aurions besoin d'un document public qui hisse notre réponse au niveau d'un défi de civilisation. Dans l'élaboration de ce document et, plus généralement, du manifeste pour un communisme du XXI^e siècle si indispensable à notre ré-identification, nous allons avoir à aborder franchement une série de questions stratégiques. Par exemple, celle qui porte sur la place des nations dans le nouvel ordre mondial que nous appelons de nos vœux, donc celle de la souveraineté des peuples, donc celle de la démocratie. Je dis cela parce que, si la mondialisation obéit à une tendance remontant loin dans l'histoire, comme le relève justement le document que nous a fourni le secteur international, celle que nous vivons sous l'égide d'un capitalisme hyper-financiarisé n'est pas un cadre neutre, que l'on pourrait subvertir de l'intérieur pour peu que les peuples et les classes travailleuses y fassent prévaloir leurs intérêts. Dans la mesure où cette globalisation sanctionne un rapport de force, comble dit là encore avec justesse le secteur international, c'est qu'elle est le cadre dans lequel s'exerce la domination du capital à l'échelle du globe. Des ruptures se révéleront par conséquent indispensables. Et l'autre mondialisation que nous appelons de nos vœux ne pourra s'opérer par le contournement du cadre des nations et de l'exigence de souveraineté qui s'exprime en leur sein. Je reste, à cet égard, insatisfait des concepts qu'aligne à la suite le document du secteur (« *transformer la mondialisation* », la « *révolutionner* », la « *dépasser* », « *l'émanciper des logiques capitalistes* ») qui me paraissent bien trop imprécis quant à ce qu'ils dessinent de l'ambition de notre parti.